



**Pourquoi les pays africains  
ne peuvent obtenir de recettes fiscales  
des multinationales du secteur extractif**

**Interview d'Alvin Mosioma – Dir. ex. TJN Africa**

**Newspage<sup>1</sup>: Selon la Commission économique pour l'Afrique (CEA)<sup>2</sup>, les pays d'Afrique subsaharienne perdent jusqu'à 50 milliards de dollars chaque année au profit des flux financiers illicites (FFI)<sup>3</sup>. Que signifie cette perte pour le développement de l'Afrique, en termes de refus aux citoyens africains d'accéder aux services sociaux de base tels que la santé, l'éducation et l'eau?**

**Mosioma:** Historiquement, le continent africain et en fait d'autres pays en développement sont considérés comme des bénéficiaires nets de l'aide; bénéficiaires nets de l'aide venant de l'extérieur. Cette étude bouleverse cette manière de voir en ce sens qu'elle fournit la preuve que non seulement **le continent n'est pas un bénéficiaire net mais qu'il est en fait un créancier net du monde**. Cela montre qu'il y a plus de ressources qui quittent le continent qu'il n'en rentre.

Pourtant, ces chiffres ne sont qu'une partie émergée de l'iceberg, car même quand on parle de 50 milliards de dollars, ce n'est qu'une estimation; il ne représente pas les chiffres réels, car une grande partie de ces flux illicites se produisent dans l'opacité et l'obscurité. De telle sorte que vous n'avez pas la capacité de vraiment déterminer les chiffres réels, et c'est pour cette raison que le rapport de la CEA a indiqué que pour que nous puissions déterminer les chiffres réels, **nous devons accroître la transparence des systèmes financiers ...**

... Si vous regardez le rapport de la CEA lui-même, il comporte trois exigences: premièrement, nous devons savoir **d'où viennent ces ressources et où elles vont**, c'est-à-dire que nous devons mettre en place un mécanisme permettant aux pays africains de suivre le flux de ces ressources. Deuxièmement, nous devons **arrêter le flux sortant**, en veillant à combler les lacunes. Et troisièmement, nous devons nous assurer que **l'argent africain détenu par les élites corrompues dans les banques suisses et dans d'autres paradis fiscaux a été récupéré et rendu en Afrique pour le développement du continent .....**

... Le défi du développement de l'Afrique est devenu encore plus évident dans le contexte de la crise du COVID-19; au milieu des années 80 et au début des années 90, le continent et le monde ont subi **un programme d'ajustement structurel** très sévère qui a conduit à la privatisation de nombreux services publics, ce qui a conduit à l'incapacité des gouvernements à fournir des services de base. Ainsi, la crise que nous connaissons aujourd'hui et les 50 milliards USD dont nous parlons ont encore gravement affecté la capacité des États à fournir des services de base.

**Cela signifie que de nombreux gouvernements vivent avec des déficits budgétaires et sont obligés d'emprunter.** Ainsi, les pièges de la dette dans lesquels de nombreux gouvernements africains se sont trouvés aujourd'hui résultent de l'incapacité des gouvernements à combler les lacunes qui facilitent la sortie des ressources ... Cela souligne une fois de plus la nécessité pour les gouvernements africains d'investir dans des mesures et des politiques qui réduisent ces sorties.

<sup>1</sup> [www.africannewspage.net](http://www.africannewspage.net) – Adam Algali, 15 juin 2020

<sup>2</sup> [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

<sup>3</sup> Selon la CNUCED (28 septembre 2020), la fuite illicite de capitaux sortant d'Afrique dépasse les 75 milliards d'euros par an – Laurence Caramel, Le Monde 30 septembre 2020.

**Newspage: Bien que riche en ressources, l'absence de régime fiscal efficace régissant le secteur extractif dans de nombreux pays africains a entraîné une mobilisation inadéquate des recettes fiscales du secteur extractif. Quelle est la faiblesse des systèmes de gouvernance des ressources naturelles des pays africains?**

**Mosioma:** En fait, si vous regardez le rapport de la CEA, il dit que le secteur extractif en Afrique est la plus grande source de sortie illicite, par conséquent, les pays riches en ressources sont les plus touchés par le phénomène des FFI. Fondamentalement, le problème est complexe en ce sens que **la plupart des gouvernements africains n'ont pas la capacité de déterminer de manière indépendante la quantité de ressources naturelles** dont ils disposent et la valeur de ces ressources naturelles.

Une étude de la campagne « Publiez ce que vous payez » (PWYP) montre que la majorité des entreprises actives dans le secteur extractif des ressources naturelles du continent opèrent **à partir de filiales situées dans des paradis fiscaux**. Ce que cela signifie essentiellement, c'est que le secteur minier ou plutôt extractif en Afrique est au cœur du problème des flux financiers illicites (FFI). Fondamentalement, **les stratagèmes d'évasion et de fraude fiscale qui facilitent la sortie de financements illicites sont les instruments** que les sociétés multinationales exploitant des ressources naturelles en Afrique, utilisent pour faciliter le transfert de bénéfices à l'étranger.

Cependant, si vous regardez la discussion sur l'extraction des ressources naturelles en Afrique, elle se concentre uniquement sur les négociations, les questions climatiques et environnementales; nous n'avons pas focalisé la discussion sur ce que ces entreprises paient réellement en termes d'impôts et de revenus. Ainsi, TJNA et nos partenaires de la société civile ont été à l'avant-garde pour tenter de porter cette question au premier plan.

Il s'agit de garantir en fin de compte, que les gouvernements n'autorisent ces sociétés à exploiter, – (non pas parce que nous sommes intéressés par, disons l'or ou le diamant, puisque nos pays n'utilisent ni l'or ni les diamants) – que parce que nous espérons que l'extraction de l'or et du diamant se traduiront par des revenus très importants pour nos pays. En tant que TJNA, nous pensons qu'il est **nécessaire de renforcer la capacité des pays africains à responsabiliser ces entreprises**. Mais comme je l'ai dit, ce n'est pas seulement un problème national, c'est un problème mondial parce que ces sociétés ont des filiales réparties dans diverses juridictions, ce qui rend très difficile pour les pays de surveiller et de suivre leurs opérations financières ...

**Newspage: Comment une mauvaise planification et le fait que les dirigeants africains continuent de céder les droits sur les minerais aux entreprises étrangères ont-ils contribué à l'état actuel de pauvreté ou plutôt de privation au milieu de l'abondance des pays africains riches en ressources mais pauvres?**

**Mosioma:** Comme l'a dit l'auteur nigérian Chimamanda Ngozi Adichie, nous devons éviter ou être conscients du risque d'un récit à sens unique; l'histoire de l'extraction des ressources naturelles sur le continent est très complexe.

D'une part, il existe **un système financier qui a été délibérément conçu** pour garantir que les pays africains ne bénéficient pas de leurs ressources naturelles. **Les entreprises multinationales** conçoivent leurs systèmes financiers de manière à pouvoir transférer discrètement leurs bénéfices hors du continent. Vous trouvez également **des gouvernements riches** utilisant l'aide au développement comme une carotte pour contraindre les pays africains afin qu'ils signent des contrats qui ne sont pas à notre avantage.

Dans le même temps, il y a **nos propres élites** qui savent beaucoup de choses, mais qui en raison des gains à court terme et de la corruption acceptent de signer ces contrats.

C'est donc **un système complexe de différentes parties jouant chacun un certain rôle**, qui nous a amenés là où nous en sommes aujourd'hui. C'est une relation tripartite. Cependant, les dirigeants africains ont évidemment **la responsabilité ultime**. Mais reconnaissons également le fait qu'ils opèrent dans un système financier mondial qui est biaisé et conçu de telle manière que même si vous avez des dirigeants africains de bonne volonté, ils seront entraînés dans une situation difficile...

**Newspage: L'African Mining Vision (AMV) de l'Union Africaine cherche à «favoriser une exploitation transparente, équitable et optimale des ressources minérales pour soutenir une croissance durable et un développement socio-économique à grande échelle». Cet instrument est-il capable d'aider l'Afrique à mettre en place des systèmes solides de gouvernance des ressources naturelles?**

**Mosioma:** Je pense que **l'AMV est l'instrument politique le plus progressiste** que les gouvernements africains aient jamais conçu en matière de gestion des ressources naturelles; d'abord, en raison du processus qui a conduit à son élaboration, qui était un **processus inclusif** impliquant différents acteurs, à savoir le secteur privé, la société civile et le monde universitaire. Deuxièmement, il ne se limite pas à une dimension du problème. Au lieu de cela, **il examine l'ensemble de la chaîne de valeur** de la gouvernance des ressources naturelles, de la valeur ajoutée à la mobilisation et à la gestion des ressources.

Il s'agit donc d'un cadre global qui aborde les différentes dimensions de la gouvernance des ressources naturelles en Afrique. Troisièmement, c'est une **réponse locale, venant des gouvernements africains eux-mêmes**. Cependant, bien que l'AMV soit un document très progressiste, je pense que ses limites viennent du manque de volonté politique de la plupart des pays de l'UA, à le mettre en œuvre. Bien que le document lui-même explique les solutions à apporter à ces défis, nous n'avons pas été en mesure de faire des progrès en raison des facteurs que j'ai évoqués précédemment, y compris de **la pression des pays riches pour qui un statu quo convient très bien**.

**Newspage: Les indicateurs 16.4, 16.5 et 16.6 de l'Objectif de développement durable (ODD) visent à réduire les FFI et la corruption ainsi qu'à promouvoir des institutions transparentes. L'Afrique est-elle en passe d'atteindre les objectifs déterminés par ces indicateurs?**

**Mosioma:** Mes craintes se renforcent au vu de la crise actuelle du COVID-19; de nombreux pays africains se dirigeaient déjà vers une crise avant la pandémie du COVID-19, en termes de croissance économique. Et la crise du COVID-19 ne fera qu'exacerber la crise, ce qui signifie que de nombreux pays africains ne vont probablement pas atteindre les objectifs des ODD. Donc, je vais prendre une position prudente sur cette question; même sans crise, les objectifs et cibles fixés par les ODD étaient très ambitieux. Il aurait fallu redoubler d'efforts en termes d'initiatives et de résolution des problèmes structurels qui frappent le continent, mais nous n'avons pas vu cela se produire.

**Note de l'éditeur Newspaper: cette interview a été modifiée vu sa longueur et pour plus de clarté**

NDLR - Voir aussi parus récemment :

- *The Missing Profits of Nations – T.Torslov, L.Wier, G. Zucman ; 22 avril 2020 (54pp)*
- *Le monde doit avancer sans les USA dans la lutte pour une taxation équitable des multinationales – ICRICT, 18 juin 2020*
- *Financing for Development in the Era of Covid-19 and Beyond – Brot, GPF, Misereor, août 2020 p.12*